ASSONNANCES

ARC EN CIEL THÉÂTRE

RÉSONNANCES

La Lettre d'Arc-en-Ciel Théâtre

N°33 • Novembre 2008

COOPÉRATIVE ASSOCIATIVE

De l'épicerie à la vie de la cité au C.C.A.S. d'Aytré

La mise en réseau coopératif à permis la rencontre entre ARC-EN-CIEL THÉÂTRE POITOU CHARENTES et le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Aytré, en Charente-maritime.

À la demande de celui-ci, un partenariat a démarré en Septembre 2008.

Nous avons demandé à Sandrine MALLET, conseillère en économie sociale et familiale au C.C.A.S, de nous en expliquer l'origine, le déroulement et les perspectives.

— Comment vous est venue l'idée de cette coopération ?

Le C.C.A.S. d'Aytré, en Charente-Maritime, a décidé d'ouvrir, en octobre 2006, une épicerie sociale.

L'objectif de cette structure était, bien évidemment, de répondre aux besoins alimentaires des personnes les plus démunies, mais aussi de se saisir de leur mobilisation à ce sujet pour envisager avec eux la discussion et le débat à propos de questions de citoyenneté.

Car pourquoi ne pas utiliser un besoin aussi fondamental que celui de manger comme levier d'actions à l'insertion ?

Nous souhaitions nous appuyer sur cette épicerie comme un moyen de développement social local, se référéant aux fondements de l'économie solidaire. Au fil du temps ses usagers ont investi le lieu, se sont réunis d'abord de façon informelle et ont commencé à débattre de tout et de rien à propos de leur vie.

Chaque usager bénéficiant également d'un accompagnement individualisé où il peut exprimer ses besoins, nous avons vite compris que les questions autour de l'éducation des enfants étaient fréquentes.

L'idée du théâtre forum est arrivée à ce moment là. Notre directrice avait déjà travaillé avec la COMPAGNIE GAIA [1] dans les Pays de Loire, à Angers, que nous avons conctacté et qui nous a mis en lien avec Arc en Ciel Théâtre Poitou-Charentes. Après négociations ensemble notre coopération a pu se mettre en place.

Quelle était votre volonté de départ ?

Le thème de la parentalité a été un prétexte pour initier une démarche visant à construire un groupe d'habitants qui puissent par le suite prendre part à des débats de société au niveau de la ville et être ainsi auteurs de leurs conditions de vie. Il ne pouvait donc pas s'agir d'une action ponctuelle, ni pour nous, ni pour ARC-EN-CIEL THÉÂTRE.

C'est pourquoi dès le début nous avons souhaité réunir un maximum de partenaires.

Comment avez–vous mis en place cette action ?

Après avoir rencontré Stéphane Triquenaux, nous avons exposé notre projet, tant à la Caisse d'allocations familiales, qu'à la Communauté d'agglomération de la Rochelle, qu'au Conseil Général de la Charente-Maritime.

Les deux premiers ont répondu favorablement à notre proposition et nous avons pu, en septembre 2008, mettre en place ce premier travail autour de la parentalité.

Quel a été l'intérêt spécifique de la méthode du théâtre institutionnel ?

Tous les participants se sont accordés sur l'intérêt de la démarche :

— « On ne nous dit pas comment faire, ni quoi faire, mais on nous invite à réfléchir aux conséquences de nos mots et de nos actes ».

— « On peut tout aborder sans être obligés de dire que c'est de nous que l'on est en train de parler ».

Ces bribes de phrases recueillies auprès de participants montrent avec évidence l'intérêt de la démarche. De vraies préoccupations ont été abordées durant ces cinq jours et ont donné lieu à des débats souvent passionnés.

Personnellement, après m'être interrogée sur ma présence au sein du groupe, j'ai vu dans ce travail une autre façon d'aborder les questions. Nous connaissons, par notre formation les phénomènes qui conduisent à certains comportements. Nous savons aussi parfois — ou croyons savoir — ce qui pourrait améliorer les situations. Seulement la difficulté réside dans les moyens utilisés pour transmettre ce savoir aux autres.

Avec le théâtre et grâce à l'examen de toutes les alternatives possibles et de leurs conséquences, nous pouvons faire ressentir les effets de nos comportements à tous.

Il y a là une manière particulièrement efficace de mettre un groupe en situation de recherche par un débat sans langue de bois ni préconisations extérieures à ses préoccupations. C'est peut-être une des manières la plus évidente de devenir "auteur" de sa vie et de son avenir.

Ce type d'action répond-il d'après-vous à une exigence d'éducation populaire ? En quoi ?

C'est une autre façon de travailler avec le public.

Le théâtre institutionel est un outil complémentaire efficace pour le mobiliser et le faire participer à la co-construction d'une connaissance partagée.

En prenant la parole pour devenir acteurs dans l'espace du jeu, les participants se ressaisissent du destin de leur vie.

Et puis le langage théâtral permet de prendre de la distance face aux situations difficiles, grace au déplacement symbolique qu'il opère. Même si l'on part et parle du réel de chacun, celui-ci est transformé, approprié, collectivisé, mutualisé et ainsi conduit à une appropriation qui est un moyen de culture.

Partenaires

CONTACT

En France, un Centre communal d'action sociale (CCAS) est un établissement public communal intervenant principalement dans trois domaines :
> L'aide sociale légale qui, de par la loi, est sa seule attribution obligatoire ;
> L'aide sociale facultative et l'action sociale, matières pour lesquelles il dispose d'une grande liberté d'intervention et pour lesquelles il met en œuvre la politique sociale déterminée par les élus locaux ;
> L'animation des activités sociales.

La compétence du CCAS, personne morale de droit public, s'exerce sur le seul territoire de la commune. Bien qu'enfermé dans une spécialisation assez étroite, il a cependant une autonomie, même s'il est rattaché à une collectivité territoriale.

L'action menée à Aytré n'a pas vocation à agir sur la question de l'aide sociale légale ; notre contexte d'intervention se situe davantage dans le cadre du deuxième domaine d'activité du CCAS, c'est-à-dire sur un versant plus politique puisqu'il lie des élus sur son projet.

C'est d'autant plus intéressant que ce genre de projet n'est possible qu'en coopération pratique et financière avec d'autres institutions territoriales. Ici par exemple le centre social d'Aytré et la CAF ont été les principaux partenaires.

Pour plus de renseignements,
Sandrine Mallet - Conseillère en économie sociale et familiale
Nancy Clark - Directrice du CCAS d'Aytré
Tel : 05 46 55 41 41

Y a-t-il eu des ratés ou des aspects à améliorer ?

Nous avons voulu jouer la carte « prestige » en choisissant une salle municipale que nous ne connaissions pas. La mauvaise surprise fut, un son déplorable !

Autre point négatif, la gestion des enfants. Les enfants en bas âge de certains participants ont perturbé le bon déroulement des ateliers.

Enfin la mobilisation des participants pose aussi problème, Au départ nous n'étions qu'une dizaine pour les ateliers de préparation, alors que nous nous sommes retrouvés à près de cinquante pour la séance publique, grâce au bouche à oreille.

Envisagez-vous des possibilités pour poursuivre, voire améliorer ce type d'actions ? Pour quels genres de projets ? Pour quels publics

Bien sûr, puisque dès l'origine et compte-tenu de nos objectifs, nous savions que nous nous engagions dans une action de durée. Si nous avons choisi le théâtre forum et ARC-EN-CIEL, c'était effectivement dans l'optique d'une continuité.

Cette méthode est vraiment intéressante, tant pour les professionnels de l'action sociale que pour les usagers participants.

Et puis il y a une réelle demande locale de débat et un fort potentiel pour ce faire.

Il faudrait cependant trouver un budget pour former les partenaires intéressés. Sinon ce projet n'aurait servi à rien.

Le point de vue de l'expert

L'utilisation du théâtre forum dans l'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires RMI m'apparaît tout à fait indiquée, qu'elle vise des personnes très éloignées de l'emploi ou des personnes déjà engagées dans une insertion professionnelle.

Cet outil leur permet de faciliter leur expression sous une forme ludique, de transformer leur sentiment d'exclusion et la souffrance qui en découle, en une colère saine et une révolte positive. Il facilite le passage d'une situation de victime à celle de critique du système auquel elles appartiennent, sans pour autant les désengager de leur responsabilité, voire même au contraire, en leur montrant l'impact que leur action peut avoir pour changer leur monde.

Il est un vecteur non négligeable de solidarité et de création de lien social car il nécessite l'engagement des participants, les uns et les autres. De plus, il facilite le recul nécessaire, le jeu mettant en scène une situation fictive mais qui résonne néanmoins sur le parcours de vie de chacun. Le passage de l'évocation d'une situation bloquée à son « traitement » par les participants ne manque pas d'être parfois caricaturale et de faire rire. Le vécu commun de ses deux émotions partagées est créateur de liens. Mais aussi la mise en scène de situation problématiques est créatrice d'énergie, parce qu'elle montre deux choses essentielles : tout un chacun peut participer au déblocage d'une situation et le groupe est une force considérable dans la ré-solution d'une problématique (il est plus facile de déplacer une armoire normande à 5 que tout seul).

Le relevé de conclusions, au terme des mises en situation, permet que ce jeu soit réellement constructif, car chacun repart avec à l'esprit ce qu'il a compris, appris ainsi que les propositions qui ont été les siennes et toutes celles des différents membres du groupe.

Cette démarche constructive les engage concrètement et diffère des habituels "FO PA", "I FO ", "YA KA" entendus de la plupart des services d'accompagnement rencontrés qui se positionnent davantage en « parents normatifs » que dans un face à face d'adultes responsables.

Les allocataires du RMI passent donc ainsi d'un rôle d'exclus de la société à un rôle de citoyens en un temps record. C'est pourquoi, il serait souhaitable que le théâtre-forum soit également utilisé par les allocataires qui expérimentent le RSA aujourd'hui, dans les 34 départements expérimentateurs, notamment en Charente Maritime. M. Martin Hirsch est très désireux que les allocataires puissent donner leur avis sur les effets induits dans leur vie quotidienne par le RSA. L'avantage du théâtre forum, c'est qu'il ne cloisonne pas les problématiques rencontrées. De fait, une situation initiale peut porter sur une problématique de consommation et à la fin de son déroulement, déboucher sur une problématique d'éducation. C'est d'ailleurs très fréquent. Cette méthode montre à merveille l'imbrication des choses comme dans la « vraie vie ». Elle permet ainsi d'évaluer beaucoup mieux les effets induits de telle ou telle mesure gouvernementale et de transformer les usagers en citoyens engagés dans une démarche réellement participative.

Lolita Corroy Urdiales
A.S. Chargée du RMI-RSA au Conseil Général de la Charente Maritime.

Questions de méthode

Rencontrer des partenaires qui comprennent dès le départ qu'une intervention ponctuelle n'a que peu de sens, est plutôt quelque chose de rare dans notre métier ; souvent nous sommes obligés d'expliquer notre point de vue avant d'installer des dispositifs avec eux…

Ici tel n'a pas été le cas.

Dès l'origine de la demande du CCAS d'Aytré, une chose était claire : ne pas vouloir utiliser un public dans le seul objectif de faire valoir une intervention sociale autour d'un « temps fort ». Nous avons donc décidé de mettre en place un processus de travail à long terme, dont l'objectif sur la durée consistait à aller vers un comité d'usagers tout en formant des cadres locaux.

Nous avons donc commencé l'intervention par une semaine entière d'atelier avec un groupe de volontaires parmi le public du CCAS. Une semaine qui consistait avant tout à une logique de création de groupe autour de sa propre « narcissisation », c'est à dire sa capacité à re-construire une image positive de son propre point de vue – souvent auto-dénigré lorsque l'on est bénéficiaire des minimas sociaux – et de sa capacité à l'assumer.

Ensuite vient le temps de l'expression et du choix de la matière ; l'angle d'attaque était, au cours de cette première semaine de stage, centré autour des questions liées à l'éducation des enfants, qui très vite débouchent sur les questions de chômage, de racisme, de regard sur la société contemporaine, etc…

Au terme de cette première semaine nous avons réalisé deux séances publiques de débat en direction de la population, mais également de tous les partenaires sociaux du territoire, de manière à commencer à ouvrir une réflexion globale à cette échelle sur les relations dans et hors des institutions.

Aujourd'hui, un groupe existe, volontaire pour participer à une action quant au changement dans la ville et une commande politique existe aussi pour développer des espaces de débat permanents avec les partenaires locaux.

Travail toujours en cours, donc.

Stéphane TRIQUENAUX
Comédien intervenant et responsable de projet.

Quel bilan global faite vous de cette initiative ?

Un bilan trés positif.

Des participants qui s'impliquent de manière formelle ou informelle grâce à la méthode participative du théâtre forum.

La possibilité de débats sur des thèmes proches des participants, qui leur permet de s'investir dans les situations.

Un espace dédié serait idéal pour accueillir cette activité de relation sociale.

Propos recueillis par
Céline Robin.

(1) La **COMPAGNIE GAIA** est la Compagnie correspondante d' ARC-EN-CIEL THÉÂTRE en Pays de Loire.

Voir aussi sur un thème similaire :

ASSONNANCES n° 32
'Parents chercheurs" au Réaap de Tulle,

ASSONNANCES N° 12
"Rien d'autre que de la citoyenneté" avec l'Association des Collectifs Enfants parents Professionnels.

Petit à petit

l'avis d'arc-en-ciel

Dans la stratégie de développement d'une méthode de travail, doit se poser la question des «partenaires naturels» susceptibles d'utiliser cette méthode.

Depuis plusieurs années déjà nous savons que les Centre Communaux d'Action Sociale (CCAS) sont des partenaires incontournables en ce qui concerne les problématiques locales, parce que c'est avec eux que peuvent s'articuler action sociale et action citoyenne.

De nombreuses expériences à travers la France et notamment dans la région Poitou-charentes (coopérations à Saintes et à Royan) prouvent qu'il y a bien un enjeu de taille à s'associer avec ces structures. Affirmer cela, c'est constater avant tout une possible vision commune de l'action sociale et donc, un choix politique partagé.

Les CCAS sont-ils sensés ne s'occuper "que" des vieux, des pauvres et des enfants ? D'une certaine manière, oui. Mais ce qui est en cause dans cette question est bien de savoir de quelle responsabilité de service public les CCAS peuvent-ils être porteurs ; la mission d'une action en direction d'un public donné implique deux types de choix : l'organisation de l'aide sociale généreuse, dispensatrice de bons soins, de bons loisirs occupationnels et d'aide alimentaire, OU de remplir ces missions en s'interrogeant sur la part de la population qui peut se saisir de ses conditions de vie pour les bousculer et choisir de les modifier en individu libre.

Ce qui se joue réellement dans nos coopérations avec les CCAS, réside bien dans cette question. Travailler avec des populations à priori précarisées et dont la situation sociale et l'isolement sont souvent synonymes de fatalité et d'abandon, c'est bien tenter de dépasser la seule "aide" sociale pour réveiller cette capacité que nous avons tous d'être des sujets libres agissant sur notre devenir et notre dignité. Etre allocataire du RMI ou du minimum vieillesse n'oblige pas à vivre courbé dans la posture du quémandeur ou de l'assisté, mais bien de trouver ou de re-trouver les moyens de vivre debout, fier de ses valeurs, en exigeant d'un corps social qu'il ne se contente pas de gérer la misère humaine et économique dans des schémas de culpabilisation.

Il existe des CCAS qui partagent ce point de vue : celui de ne pas être agent d'une simple gestion sociale de la misère ou de la pauvreté, mais bien de se positionner dans un choix de transformation sociale, citoyenne, donc politique.

Alors bien sûr, il y aura toujours des personnes pour nous regarder comme des martiens ou de naifs utopistes, en nous disant : «mais en fait votre projet c'est de changer le monde !?»

Ce à quoi nous leur répondons : « Oui, bien sur. Pas vous ? ».

Autres lieux autres thèmes ...

ARC-EN-CIEL POITOU-CHARENTES

SAINTES [17] CCAS — *convention éclats de temps*,
AYTRÉ [17] C.C.A.S. — *de la parentalité à la citoyenneté*,
BORDEAUX [33] ADIE — *créa'jeunes*.
❑

ARC EN CIEL SUD

LOT [46] CONSEIL GÉNÉRAL — *accueil sur sites multimédias,*
BRIVE [19] CENTRE SOCIAL J. CARTIER — *la famille.*
❑

ARC EN CIEL ILE DE FRANCE

TRAPPES [78] SMJ — *les jeunes et la ville*,
GARGES [95] COLLÈGE — *à la rencontredes jeunes*,
VAL DE MARNE [94] P.J.J. — *stage citoyenneté*,
VAL DE MARNE [94] CADRIJ — *prévention toxicomanies*,
PARIS [75] POINT ÉMERAUDE — *rencontres inter-générationnelles*,
PARIS [75] IFA — *analyse de pratiques animateurs en formation*,
LE BLANC MESNIL [93] SERVICE ENFANCE — *droit des enfants*,
L'HAŸ LES ROSES[93] MAIRIE — *conseils de jeunes et engagement*,
MONTFERMEIL [93] COLLÈGE — *communauté éducative*.
❑

COMPAGNIE GAIA

NANTES [44] FRANCAS — *adolescents en rupture scolaire,*
NANTES [44] DRJS — *lutte contre les discriminations,*
NANTES [44] MAIRIE QUARTIERS — *civisme et éducation,*
ANGERS [49] MYRTIL — *atelier citoyen,*
CHATEAUBRIANT [44] UFCV — *citoyenneté et précarité,*
ST NAZAIRE [44] FRANCAS — *analyse pratiques professionnelles.*
❑

CAPACITÉ

ARLES [13] CUCS/EN — *l'éducation,*
AVIGNON [84] ATELIER SANTÉ VILLE — *les addictions,*
CHATEAURENARD [13] MISSION LOCALE — *comment va la santé ?*
ARLES [13] PLIE — *analyse des pratiques professionnelles,*
ARLES [13] CUCS/GRSP/CG/CR — *échanges santé.*
❑

KANEVEDENN

PAYS BIGOUDEN [29] RECIP 29 — *développement durable*,
CAP SIZUN [29] COMM DE COMMUNES — *conduites à risque*,
QUIMPER [29] LYCÉES — *accueillir l'autre,*
RENNES [35] CCASI, RECIT, TRACES — *accueillir l'autre.*
❑

NUITS PARTAGÉES

ST CLÉMENT [34] RÉGION — *relations filles-garçons,*
MONTPELLIER [34] LYCÉE MENDÈS FRANCE — *mixité,*
MONTPELLIER [34] I.R.T.S. — *découverte théâtre-forum,*
MONTPELLIER [34] MPT, MAIRIE — *jeunes et accès à l'emploi.*
❑

DIRE LE

MONDE

LA JOURNÉE D'ENZO

3 septembre 2012

Enzo est assis à sa place, parmi ses 32 camarades de CP. Il porte la vieille blouse de son frère, éculée, tâchée, un peu grande. Celle de Jean-Emilien, au premier rang, est tout neuve et porte le logo d'une grande marque.

La maîtresse parle, mais il a du mal à l'entendre, du fond de la classe. Trop de bruit. La maîtresse est une remplaçante, une dame en retraite qui vient remplacer leur maîtresse en congé maternité. (…)

Sa maîtresse a fait la rentrée, il y a trois semaines, puis est partie en congés. La vieille dame de 65 ans est là depuis lundi, elle est un peu sourde, mais gentille. Plus gentille que l'intérimaire avant elle. Il sentait le vin et criait fort. Puis il expliquait mal.

Du coup Enzo ne comprend pas bien pourquoi B et A font BA, mais pas dans BANC ni dans BAIE ; ni la soustraction ; ni pourquoi il doit connaître toutes les dates des croisades.

On l'a mis sur la liste des élèves en difficultés, car il a raté sa première évaluation. Il devra rester de 12 à 12h30 pour le soutien. Sans doute aussi aux vacances. Hier, il avait du mal à écouter la vieille dame, pendant le soutien ; son ventre gargouillait. Quand il est arrivé à la cantine, il ne restait que du pain. Il l'a mangé sous le préau avec ceux dont les parents ne peu-

vent déjà plus payer la cantine.

Il a commencé l'école l'an dernier, à 5 ans. L'école maternelle n'est plus obligatoire, c'est un choix des mairies, et la mairie de son village ne pouvait pas payer pour maintenir une école. Son cousin Brice a eu plus de chance : il est allé à l'école à 3 ans, mais ses parents ont dû payer. La sieste, l'accueil et le goûter n'existent plus, place à la morale, à l'alphabet ; il faut vouvoyer les adultes, obéir, ne pas parler et apprendre à se débrouiller seul pour les habits et les toilettes : pas assez de personnel. Les enseignants, mal payés par la commune, gèrent leurs quarante élèves chacun comme une garderie. L'école privée en face a une vraie maternelle, mais seuls les riches y ont accès.

(…)

Enzo est au fond de la classe. La chaise à côté de lui est vide. Son ami Saïd est parti, son père a été expulsé. Il ne reviendra plus. Enzo n'oubliera jamais son ami pleurant dans le fourgon de la police, à côté de son père menotté. Il parait qu'il n'avait pas de papiers... Enzo fait très attention : chaque matin il met du papier dans son cartable, dans le sac de sa maman et dans celui de son frère.

Du fond, Enzo ne voit pas bien le tableau. Il est trop loin, et il a besoin de lunettes. Mais les lunettes ne sont plus remboursées. Il faut payer l'assurance, et ses parents n'en ont pas les moyens. L'an prochain Enzo devra prendre le bus pour aller à l'école. Il devra se lever plus tôt. Et rentrer plus tard. L'EPEP (établissement public d'enseignement primaire) qui gère son école a décidé de regrouper les CP dans le village voisin, pour économiser un poste d'enseignant. Ils seront 36 par classe. Que des garçons. Les filles sont dans une autre école.

Enzo se demande si après le CM2 il ira au collège ou, comme son grand frère Théo, en centre de préformation professionnelle. Peut-être que les cours en atelier seront moins ennuyeux que toutes ces leçons à apprendre par coeur. Mais sa mère dit qu'il n'y a plus de travail, que ça ne sert à rien.

Le père d'Enzo a dû aller travailler en Roumanie, l'usine est partie là-bas. Il ne l'a pas vu depuis des mois. La délocalisation, ça s'appelle, à cause de la mondialisation. Pourtant la vieille dame disait hier que c'est très bien, la mondialisation, que ça apportait la richesse.

Ils sont fous, ces Roumains !

Il lui tarde la récréation. Il retrouvera Cathy, la jeune soeur de maman. Elle fait sa deuxième année de stage pour être maîtresse dans l'école, dans la classe de monsieur Luc. Il remplace monsieur Jacques, qui a été renvoyé, car il avait fait grève. On dit que c'était un syndicaliste qui faisait de la pédagogie. Il y avait aussi madame Paulette en CP ; elle apprenait à lire aux enfants avec des vrais livres ; un inspecteur venait régulièrement la gronder ; elle a fini par démissionner... Cathy a les yeux cernés : le soir elle est serveuse dans un café, car sa formation n'est pas payée. Elle dit : « A 28 ans et un bac +5, servir des bières le soir et faire la classe la journée, c'est épuisant. » Surtout qu'elle dort dans le salon chez Enzo, elle n'a pas assez d'argent pour se payer un loyer.

Après la récréation, il y a le cours de religion et de morale, avec l'abbé Georges. Il faut lui réciter la vie de Jeanne d'Arc, la liste des Saints et les dix commandements par coeur. C'est lui qui organise le voyage scolaire à Lourdes, à Pâques.`

Sauf pour ceux qui seront convoqués pour le soutien…

Enzo se demande pourquoi il est là. Pourquoi Saïd a dû partir. Pourquoi Cathy et sa mère pleurent la nuit. Pourquoi et comment les usines s'en vont en emportant le travail. Pourquoi ils sont si nombreux en classe. Pourquoi il n'a pas une maîtresse toute l'année. Pourquoi il devra prendre le bus. Pourquoi il passe ses vacances à faire des stages. Pourquoi on le punit ainsi. Pourquoi il n'a pas de lunettes. Pourquoi il a faim.

Pourquoi...

SAINTES 24 FÉVRIER 1ER MARS 2009

ON EN PARLE

ARROSÉS !

Pour la première fois — et on espère bien la dernière — ARC-EN-CIEL THÉÂTRE est assigné devant le tribunal des prud'hommes par une ancienne salariée qui conteste les raisons de son licenciement.

Nous voici donc, à notre corps défendant, de l'autre coté de la barrière, nous qui mettons tant de pugnacité parfois à être "du même" que celles et ceux avec lesquels nous coopérons.

Bien sur que nous sommes certains des raisons du licenciement et bien sûr aussi que nous reconnaissons à cette personne le droit de défendre ce qu'elle considère comme un dommage. Bien sur que nous sommes solidaires des moyens dont les salariés disposent encore pour ne pas se laisser complètement faire.

Seulement il nous fait étrange d'être obligés de passer par cette case parce que nous n'avons à ARC-EN-CIEL ni pointeuse, ni notes de service, ni observations, ni blâmes, ni convocation, ni entretien annuel d'évaluation, ni notation, ni … mais que nous essayons d'avoir des relations inter-personnelles ouvertes.

Ca marche souvent, mais pas toujours et ce n'est pas cette péripétie, fusse-t-elle désagréable, qui nous dissuadera de continuer.

Quand on dit que même avec de la bonne volonté, les institutions ont leur propre logique, cela se vérifie chez nous aussi !

Le réseau national

■ AQUITAINE
ARC-EN-CIEL OUEST
2, rue Brian — 33000 Bordeaux
06.77.30.00.58.

■ BASSE NORMANDIE
CAFÉ-CRÈME
33, rue de l'Avenir— 76620 Le Hâvre
02.35.54.03.26.

■ BRETAGNE
KANEVEDENN
Ster c'hlaon — 29100 Douarnenez
02 .98 .92 .47 .08.

■ ILE DE FRANCE, NORD
ACTIF
110 ter, rue Marcadet — 75018 Paris
01.42.23.40.30.

■ LIMOUSIN, MIDI-PYRÉNÉES
ARC-EN-CIEL SUD
Salle de la Tour — 46320 St. Simon
05.65.11.07.56.

■ PAYS DE LOIRE
COMPAGNIE GAIA
17, rue d'Anjou — 49100 Angers
02.41.20.86. 95.

■ PROVENCE COTE D'AZUR
CAPACITÉ
84, Bd G. Clémenceau — 13200 Arles
04.90.49.53.86.

■ POITOU-CHARENTES
ARC-EN-CIEL OUEST
Maison de la Solidarité— 17100 Saintes
05.46.91.98.79..

■ LANGUEDOC - ROUSSILLON
CIE DES NUITS PARTAGÉES
38, r. de la croix du Capitaine — 34070 Montpellier
06.76.94.89.78.

à propos d'assonnances

Nous vivons décidemment une époque formidable !

Notre bonne vieille terre est en train de recevoir un renfort appréciable dans sa résistance à notre imbécile course à la croissance.

Car voilà que la plus pernicieuse de nos inventions, s'y met aussi. On le savait depuis longtemps, on le pressentait, on l'attendait. C'est enfin en train de se faire : notre bon vieux CAPITALISME qu'on pensait insubmersible, voire indestructible est en train de faire mine de rendre l'âme. Bon, ce n'est pas fait car il a été immédiatement mis sous perfusion, soins intensifs et autres fariboles. Seulement la partie semble mal engagée. C'est le camarade Marx qui doit bien se marrer là où il est et ce, malgré la chute du mur [vous vous rappelez, quand on a confondu effondrement du totalitarisme avec mort du communisme]. Il y en avait même qui prédisaient la "fin de l'histoire". Ils avaient peut-être raison, mais ils se trompaient d'histoire ! Pincez-moi : aurait-on enfin la chance d'être débarrassés ?

Pendant que "le seul système capable de nous apporter le bonheur" [dixit nos gentils banquiers] semble à sa dernière extrémité, nous questionnons avec angoisse nos chers "experts" pour essayer d'anticiper ce que nous risquons. Et là, pas le moindre début de réponse satisfaisant. On n'a cependant pas besoin d'eux pour savoir, qu'une fois de plus, ce sont les plus démunis d'entre nous qui vont trinquer les premiers et un maximum. Nous sommes habitués et c'est peut-être la dernière fois. Il parait que pour la croissance c'est fichu ; La belle affaire ! Pour ce qu'elle nous apporte la croissance, nous pourrons nous en passer avec facilité ! C'est la dépression. Mais qui est déprimé ? Les "commerciaux" — est-ce bien ainsi qu'on peut traduire "trader" ? leurs patrons ? Les actionnaires ? Nos députés ?

La terre continue de tourner, il y a toujours des sourires à surprendre dans les rues, des baisers à échanger, du vin à boire, de la camaraderie, de la solidarité, des engueulades, bref tout ce dont on ne parle pas et qui est la matière de la véritable croissance de notre humanité. gratuite en plus !

Si cette crise nous permettait de comprendre que la vraie difficulté n'est pas seulement économique, sociale ou écologique, mais dans la manière dont nous échangeons nos savoirs pour construire une connaissance qui nous servirait enfin à quelque chose ! Que nous devons sortir de l'impasse où l'impérialisme d'un savoir expert, en surplomb et seul reconnu comme valide, nous a conduit.

Adelante ! Toutes affaires cessantes : réunissons-nous avec nos voisins, nos amis, nos collègues de travail, dans nos familles, partout où il existe un espace de réunion — à nous de décider, pour débattre et construire ensemble les bases d'un monde nouveau. Un monde dans lequel notre vie ne serait plus asservie à la croissance sans fin des addictions à un commerce qui n'a pour raison ultime que de remplir les poches de certains et nous ôter toute possibilité de bonheur.

Bon courage à nous tous. À ARC-EN-CIEL, on a l'habitude : on a même une méthode pour cela !

Responsable de publication : Michèle Queval. **Comité éditorial** : Bruno Bourgarel, Linda Dorfers, Aurélie Groleau, Eveline Jadé, Farid Kerchouche, René Badache, Chantal Rojzman, Stéphane Triquenaux. **Coordination et réalisation :** Yves Guerre. **Supplément à la revue Résonnances. Ne peut être vendu.**